

Paris, le 31 janvier 2013

Dossier suivi par : XX

Tél. : XX

Courriel : recommandations@energie-mediateur.fr

N° de saisine : XX

N° de recommandation : 2013-0133

Objet : Recommandation du médiateur sur votre saisine

Madame, Monsieur,

Ce litige concerne la facturation de vos consommations d'électricité.

Vous contestez le niveau de consommation mis à votre charge depuis le changement de votre compteur le 23 octobre 2009 dans le cadre d'un passage du simple au double tarif et d'une augmentation de puissance de 6 à 12 kVA. Vous soupçonnez un dysfonctionnement de celui-ci.

Vous précisez avoir acquis la maison concernée par le litige le 9 juin 2008 en vue d'un investissement locatif. A ce titre, vous avez aménagé le sous-sol et les combles afin de créer plusieurs appartements. Vous précisez avoir adressé le 10 juin 2011 une demande au distributeur A pour qu'il installe des compteurs individuels. Vous reconnaissez ne pas avoir retourné au distributeur A la lettre d'engagement pour acceptation des travaux, accompagnée des justificatifs nécessaires. Vous indiquez à ce titre que le distributeur A vous a demandé de joindre une autorisation d'urbanisme qui, selon vous, après vérification auprès de votre mairie, ne serait pas nécessaire. Vous estimez que la durée pour obtenir l'installation des compteurs est anormalement longue et demandez un dédommagement à ce titre. Vous soulevez la question de la prise en charge des frais d'installation.

Vous ajoutez que votre compteur a pris feu le 24 janvier 2012, rendant son étalonnage impossible alors que vous en aviez formulé la demande. Vous reprochez au distributeur A de ne pas s'être rendu à l'expertise à laquelle il était convoqué le 4 avril 2012. Vous ajoutez avoir fait intervenir un électricien à la suite de cet incendie, qui a mis en place un système temporaire afin de rétablir la fourniture d'électricité de vos locataires dès le lendemain. Vous indiquez avoir en parallèle sollicité l'installation d'un compteur de chantier provisoire. Vous reprochez le délai d'installation auquel vous avez dû faire face. Vous faites référence à un autre incident qui a eu lieu le 4 juillet 2011 au niveau du tableau électrique. Vous remettez en cause le bon fonctionnement de votre dispositif de comptage.

Vous contestez également les frais d'agent assermenté facturés (422,92 euros TTC) à la suite du procès-verbal dressé par le distributeur A le 4 juillet 2011 au titre duquel il aurait constaté que *« le compteur alimentant votre pavillon avait une division pour alimenter quatre autres appartements pour quatre locataires sans contrat et sans compteur »*. Vous soulignez que le compteur a été installé par le distributeur A lui-même.

Enfin, vous demandez un dédommagement pour l'ensemble des désagréments subis, les risques encourus par vos locataires et vous-même du fait de la négligence du distributeur A et l'absence de remise en conformité des installations par ce dernier.

J'ai tout d'abord demandé au fournisseur X de réexaminer votre réclamation, dans le cadre du processus dit de « deuxième chance », que j'ai mis en place. Sa réponse n'ayant pas permis de résoudre le litige, vous m'avez confirmé votre saisine. J'ai donc analysé votre dossier ainsi que les observations que le fournisseur X et le distributeur A m'ont adressées (jointes en annexe).

- **Sur la conformité de vos installations intérieures et la facturation des frais d'agent assermenté**

Lors de son intervention du 4 juillet 2011, le distributeur A a constaté que votre compteur alimentait quatre logements. Cette situation est anormale et vous auriez dû faire installer des compteurs individuels pour chacun des logements. Vous aviez d'ailleurs sollicité un devis pour ce faire le 10 juin 2011.

Vous n'avez toutefois pas donné suite aux demandes de pièces complémentaires que le distributeur A vous demandait pour instruire votre demande, et vous avez été informés le 8 juillet que votre dossier était classé.

En cas de division d'un logement, un contrat de fourniture d'électricité doit pouvoir être souscrit par chaque occupant (cf. article 1 de l'annexe du cahier des charges-types de la concession à X du réseau d'alimentation générale en énergie électrique - décret du 23/12/1994, JO du 28/12/1994). La rétrocession d'énergie électrique, qui se définit comme toute fourniture d'énergie par un client à un tiers que ce soit à titre gratuit ou onéreux, est interdite par la réglementation en vigueur, sauf autorisation préalable du concessionnaire donnée par écrit (article 24 du modèle du cahier des charges de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés, et article 3.2 des conditions générales de ventes du fournisseur X).

La pose d'un compteur électrique indépendant par logement nécessitait également de diviser l'installation électrique intérieure du pavillon en plusieurs installations distinctes.

L'installation électrique aurait enfin dû être adaptée, pour des raisons de sécurité, à la nouvelle configuration des lieux, d'autant qu'il semble que vous ayez choisi un mode de chauffage électrique pour ces nouveaux logements (au vu du niveau élevé des consommations).

Les incidents électriques que vous relatez, dont l'incendie de janvier 2012, survenu en pleine période hivernale alors que la puissance électrique soutirée était maximale, sont sans doute imputables à l'inadéquation de l'installation électrique à votre projet. Une installation électrique pour vos locataires engage votre responsabilité en tant que bailleur.

Toutefois, je constate qu'il n'y a eu ici ni vol d'électricité, ni fraude à la consommation. Aussi, la facturation des frais d'agent assermentés (422,92 euros TTC) par le distributeur A ne me paraît pas justifiée.

En revanche, le distributeur A aurait dû suspendre la fourniture d'électricité de votre pavillon jusqu'à ce que la situation soit régularisée.

Par ailleurs, sachez que vos locataires seraient en droit de vous réclamer le remboursement de l'intégralité des sommes perçues au titre de la fourniture d'électricité, comme l'a souligné la Cour d'Appel de Versailles dans un arrêt du 19 juin 2012¹.

- **Sur le niveau de consommation enregistré par le compteur n° 589**

Depuis l'installation du compteur le 23 octobre 2009, dans le cadre d'un passage du simple au double tarif et d'une augmentation de puissance de 6 à 12 kVA, je constate que votre consommation a sensiblement augmenté.

¹CA Versailles, 19 juin 2012 : « la nullité des clauses contractuelles de rétrocession d'électricité emporte l'obligation, pour le bailleur, de rembourser les sommes payées par le locataire depuis l'origine ; la nullité prononcée suffit en outre à priver le bailleur du droit de poursuivre le paiement de sommes de ce chef sans qu'il y ait lieu de prononcer, au profit du locataire, une dispense d'avoir à payer des sommes qu'elle n'a pas réglées ».

En effet, elle s'est élevée à :

- 11 969 kWh entre août 2008, date de mise en service de votre contrat, et octobre 2009, date de changement de compteur,
- 13 496 kWh en heures creuses (HC) et 34 734 kWh en heures pleines (HP) entre octobre 2009 et septembre 2010,
- 16 608 kWh en HC et 43 496 kWh en HP entre septembre 2010 et septembre 2011.

Entre août 2008 et octobre 2009, le niveau de vos consommations était très élevé par rapport au tarif souscrit (6 kVA), ce qui explique probablement les dégâts survenus au niveau du tableau de fusibles. Pour votre information, la moyenne annuelle des consommations de ceux qui ont souscrit ce tarif s'élève à 2 400 kWh. D'ailleurs, vous avez sollicité une augmentation de puissance en octobre 2009, passage de 6 à 12 kVA. Celle-ci s'est logiquement accompagnée d'une augmentation de consommation.

Aussi, ce niveau de consommation enregistré entre octobre 2009 et septembre 2011 ne me paraît pas anormal compte-tenu du nombre de logements concernés. J'ignore toutefois les usages en électricité de chacun de ces logements, mais je suppose, au vu des consommations, qu'ils sont chauffés à l'électricité. Dans le cas contraire, une telle consommation serait anormale.

- **Sur le redressement effectué**

Le 24 janvier 2012, le distributeur A est intervenu à la suite d'un incendie constaté sur votre compteur. Il l'a ensuite remplacé le 1^{er} février 2012 et a estimé les index de résiliation, selon les modalités suivantes :

- période de référence : du 4 juillet 2011 au 14 septembre 2011,
- période de rectification : du 14 septembre 2011 au 24 janvier 2012,
- soit les index de dépense suivants : 32 023 kWh en HC et 85 717 kWh en HP.

Après analyse, j'estime que le redressement effectué par le distributeur A est justifié, en ce qu'il tient compte d'une période de référence qui vous est favorable (période estivale du 4 juillet 2011 au 14 septembre 2011).

En conséquence et compte-tenu de ce qui précède, je vous invite à mettre en conformité vos installations intérieures dans les plus brefs délais et à vos frais, conformément à la réglementation en vigueur, et à fournir pour ce faire au distributeur A tous les justificatifs demandés. Les désagréments subis par vos locataires ainsi que les risques encourus ne peuvent en aucun cas être imputés au distributeur A, dans la mesure où elles apparaissent être le résultat, selon les éléments dont je dispose, de négligences de votre part.

Je recommande toutefois au distributeur A d'annuler les frais d'agents assermentés (422,92 euros TTC), dans la mesure où il n'y a eu ni vol d'électricité, ni fraude à la consommation.

Je vous recommande également de régler le solde restant dû au fournisseur X.

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable de votre litige. Si vous êtes en désaccord avec son contenu, vous pouvez demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur le litige qui vous oppose à votre opérateur (voir fiche ci-jointe).

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie

Denis Merville